

Bruits autour d'un faux silence

À propos du livre de Hervé Hasquin, *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy (1940-1943). Une histoire d'Omerta*¹

CATHERINE LANNEAU *

Plongé dans un travail de recherche parfois ingrat, l'historien, qu'il le reconnaisse ou s'en défende, nourrit deux rêves : mettre la main sur des sources inédites et captivantes, d'une part, et, de l'autre, produire une œuvre susceptible d'intéresser suffisamment les médias pour atteindre le grand public, sans néanmoins sombrer dans une excessive vulgarisation ou dans un sensationnalisme de mauvais aloi. S'il est rare de satisfaire l'une ou l'autre de ces ambitions, il est presque inespéré de les réaliser simultanément. Or, Hervé Hasquin a eu la bonne fortune d'y parvenir à l'occasion de son dernier ouvrage, né d'une conférence donnée à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, dont il est, depuis 2002, l'un des correspondants. L'historien et ancien recteur de l'ULB, avant tout spécialiste de l'époque moderne mais aussi versé dans l'étude du Mouvement wallon, était, il est vrai, servi à la fois par sa personnalité de ministre-président de la Communauté française et par un contexte

particulièrement favorable, celui de la campagne pour les élections régionales du printemps 2004. Comme Chantal Kesteloot le soulignait récemment dans cette revue, jamais un livre consacré au Mouvement wallon n'avait fait la 'une' du *Soir* et recueilli les honneurs concomitants de *La Libre Belgique*, du *Vif / L'Express* et même de certaines chaînes de télévision². Quelques mois plus tard, la parution, aux éditions Privat, d'une indispensable et vaste synthèse sur l'histoire de la Wallonie de la Préhistoire à nos jours³ fut annoncée de façon bien plus discrète et, parfois, bien plus critique⁴ par les grands médias nationaux, quoique l'ouvrage, dirigé par deux universitaires liégeois, eût été préfacé et co-écrit par le même Hasquin.

L'historien bruxellois ne s'en cache pas : son texte, basé sur les archives du Fonds d'histoire du Mouvement wallon et du Quai d'Orsay, mais surtout et avant tout sur des documents compromettants parvenus jusqu'à lui de façon fortuite, est

1 Bruxelles, Académie royale de Belgique (Classe des lettres), 2004, 196 p.

2 CHANTAL KESTELOOT, "Écrire l'histoire du Mouvement wallon. Une démarche historique et citoyenne ?", in *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13-14, 2004, p. 32-33.

3 BRUNO DEMOULIN & JEAN-LOUIS KUPPER (dir.), *Histoire de la Wallonie de la préhistoire au XXI^e siècle*, Toulouse, Privat, 2004.

4 Certains journalistes, manifestement peu au fait des exigences scientifiques et éditoriales propres à la publication d'un volume collectif, critiquèrent la lenteur des rédacteurs et des coordinateurs tout en estropiant leurs noms. Ils préférèrent, d'autre part, s'attarder à des spéculations sur l'origine sous-régionale des contributeurs plutôt que de livrer une réelle analyse du contenu de l'ouvrage. Pour un cas extrême, voir *La Dernière Heure*, 6.10.2004.

polémique. Tout l'indique, depuis le choix des illustrations jusqu'aux nombreux extraits de lettres et de rapports publiés en annexes – ceux-ci constituent un quart de l'ouvrage – en passant par les jugements plus moraux qu'historiques posés par l'auteur au fil des pages⁵. Le but est clair : battre en brèche la thèse, défendue par les militants wallons et par certains historiens, notamment Philippe Destatte⁶, selon laquelle l'identité wallonne se structurerait autour de l'antifascisme, de la tolérance et de la résistance à l'oppression. Si Hasquin ne nie pas qu'entre 1940 et 1944, la Wallonie fut, globalement, plus "résistante" que la Flandre, il entend démontrer que le Mouvement wallon eut, quant à lui, sa part d'ombre et de compromissions alors même qu'il s'emploie, depuis plus d'un demi-siècle, à faire la leçon, sur ce point, à son homologue flamand. L'auteur conclut ainsi sur la "part marginale" prise par le Mouvement wallon dans la Résistance, même s'il a, dit-il, réussi "à s'accaparer (*sic*) quelques lauriers" (p. 134). Dans la presse comme dans certains milieux flamands, y compris universitaires, on n'a pas manqué d'user de cette analyse pour imputer à l'ensemble des wallingants les errements de quelques-uns d'entre eux⁷.

Car, au fond, quel est l'argument du livre d'Hervé Hasquin ? L'itinéraire peu

reluisant et obsessionnel suivi, durant la Seconde Guerre, par un homme, l'imprimeur liégeois Georges Thone, "honorable correspondant" des services français, éternel militant wallon francophile et francolâtre, qui, sans jamais être élu ou occuper le devant de la scène, fut, des années trente à sa mort, en 1972, un pion essentiel sur l'échiquier wallon, par ses relations, son entregent et ses deniers. C'est son portrait, et lui seul, qui orne la couverture de l'ouvrage, ce sont ses états d'âme, ses écrits qui constituent la trame du texte, même si d'autres personnages au rôle plus ou moins trouble, tels l'abbé Mahieu, le socialiste hennuyer Louis Piérard ou le futur ministre Fernand Dehousse, sont incidemment évoqués. Le titre choisi par Hervé Hasquin se révèle donc peu approprié au regard du contenu de l'ouvrage. N'eût-il pas été plus pertinent de titrer *Georges Thone et le gouvernement de Vichy*, voire, à la rigueur, *Quelques séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy*? Outre que le terme même de "séparatiste" ne soit pas anodin, l'adéquation eût été plus franche entre l'intitulé et son développement.

Lorsqu'un homme public choisit de rendre ses papiers accessibles aux chercheurs, il lui est loisible d'expurger à discrétion ledit corpus documentaire. Le fait est connu et

5 Dire que "Thone, Mahieu et quelques autres ont été des 'collaborateurs' dans le sens le plus péjoratif du terme" (p. 123) ne revient-il pas à minimiser le rôle de ceux qui, au même moment, ne se contentaient pas d'écrire mais agissaient et, se mettant au service des nazis, traquaient les Juifs ou s'engageaient pour le front de l'Est ?

6 PHILIPPE DESTATTE, *L'identité wallonne. Essai sur l'affirmation politique de la Wallonie (XIX^e – XX^e siècles)*, Charleroi, Institut Jules Destrée (IJD), 1997.

7 Voir ce que dit Chantal Kesteloot des écrits du journaliste liégeois Paul Vaute (*La Libre Belgique*) et de l'historien flamand Lode Wils (*Écrire l'histoire du Mouvement wallon...*, p. 34).

Hervé Hasquin



Les séparatistes wallons
et le gouvernement de Vichy
(1940-1943)

Classe des Lettres
Académie royale de Belgique

- La couverture du livre recensé.

fréquent. En ce qui concerne les archives Thone, déposées au Fonds d'histoire du Mouvement wallon, il apparaissait de façon évidente que des coupes sombres avaient été effectuées dans les 'papiers de guerre'. Mais, comme l'écrit Hasquin, l'imprimeur s'est perdu à titre posthume par "sa manie de la conservation" (p. 134) : il n'a jamais détruit les preuves matérielles de ses activités d'alors. Cinquante ans plus tard, celles-ci sont remontées à la surface sous la forme d'une "valise 'aux secrets'" (p. 13) promise à la "décharge publique" (p. 188) et fièrement photographiée par l'auteur (p. 13) qui en fera don au CEGES (p. 12, note 13). Hasquin précise qu'elle lui a été remise par un Liégeois⁸ inconnu (p. 188) et manifestement appelé à le rester, nul interlocuteur de l'auteur n'ayant eu la curiosité ou le loisir de l'interroger sur l'identité du donateur.

Le contenu de la valise n'est guère flatteur pour Georges Thone, thuriféraire acharné de Vichy et de son idéologie, protecteur intéressé de "'réfugiés' wallons" (p. 39) financièrement aidés, grâce à lui, par le Secours national français, et, surtout, promoteur, quoi qu'il en coûte et sous quelque forme que ce soit, du rattachement de la Wallonie à la France. Que celle-ci soit dirigée par la III^e, la IV^e, la V^e République ou Vichy n'a et n'aura, pour Thone, que peu d'importance : seul compte le but final, à savoir la scission de la Belgique et la possibilité pour un Wallon de pouvoir, légalement, se dire "de nationalité fran-

çaise" et non plus "tristement belge" (lettre de Thone, 20.4.1943, citée p.116). Cependant, et Hasquin y insiste avec raison, Thone ne cache pas certaines préférences : libéral car chef d'entreprise, il est aussi profondément conservateur, citant Maurras (30.6.1942, p. 121), fustigeant la "tourbe des métèques" (3.10.1940, cité p. 31) et désapprouvant, par des "réflexes de vieux bourgeois", les groupes de résistants armés, qualifiés de "gangsters" (6 et 23.9.1943, cité p. 122). Il fait indéniablement partie de ces hommes de droite qui ont longtemps cru, avec plus ou moins de bonne foi, aux idéaux et à la propagande de la Révolution nationale. Dix ans avant Hasquin, Pierre Péan n'a-t-il pas déclenché des remous similaires en retraçant, dans *Une jeunesse française*⁹, le parcours de François Mitterrand ? Venu des Ligues d'extrême droite, celui-ci est mort socialiste; après la guerre, Thone sera, pour sa part et entre autres, le principal bailleur de fonds de *Forces nouvelles*, organe de chrétiens liégeois sensibles à la cause wallonne et socialement progressistes¹⁰. Dans une vie d'homme, il existe des revirements dont l'historien peinera toujours à démêler la part de sincérité et d'opportunisme.

En dix-sept courts chapitres, Hervé Hasquin retrace par le menu trois ans de la vie d'un Liégeois en exil. De l'été 1940 à l'été 1943, Thone vit à Nice mais, de là, voyage et correspond avec toute une série d'"amis bien placés" à Vichy, dont il s'avèrera l'un des informateurs les plus prolifiques.

⁸ Cette seule précision géographique est, en elle-même, savoureuse : il ne sera pas dit que le scandale est arrivé par un étranger à la Cité ardente.

⁹ PIERRE PÉAN, *Une jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994.

¹⁰ THÉO PIRARD, "Un météore dans la vie politique et intellectuelle de la Wallonie. 'Forces nouvelles' (1945-1946)", in *La Vie wallonne*, Liège, t. 65, 1991, p. 129-154.

Il y a Gustave Pilon, secrétaire général du Secours national, le professeur Albert Rivaud, ministre et intime du Maréchal, Raymond Grimal, nommé chef de cabinet de Pierre Pucheu au printemps 1941, et surtout Fernand Sarrien, ex-consul de France à Liège et proche de longue date, désormais chef d'un Bureau des affaires belges et luxembourgeoises, section du Ministère français des affaires étrangères. Thone et quelques proches, comme Maurice Firket ou l'abbé Mahieu, fournissent à ce dernier des rapports sur les frontières de la Belgique, sur le passé de la Wallonie et l'avenir qu'ils entendent lui réserver, mais également sur l'état d'esprit parmi les Belges de Londres et en Belgique occupée. En effet, Thone est resté en contact avec son ami Georges Truffaut, qui décédera accidentellement au cours d'un entraînement militaire en Grande-Bretagne au printemps 1942, et avec les militants wallons de Liège qui constitueront le groupe Sambre et Meuse, noyau de la section liégeoise de Wallonie libre. Parallèlement, l'informateur se fait chef d'un réseau de renseignements vichyste et anti-allemand, le SR Kléber, branche du SR de l'Armée de terre française reconstitué par le colonel Rivet.

Cependant, au-delà de ce dispositif, Thone a un grand objectif. Il se veut, selon l'expression d'Hasquin, "forgeron de l'Histoire" et ne ménage pas sa peine pour attiser les convoitises de Vichy en direction de la Wallonie. Sachant le *Reich* prêt à un troc sordide destiné à compenser aux yeux des Français la perte de l'Alsace-Lorraine, il écrit et écrit encore. Un premier rapport, aujourd'hui perdu, arrive chez Sarrien en août 1940. Quelques mois plus tard, un second rapport, connu, lui, dans son

intégralité, suit le même chemin. Thone y envisage l'action à mener en vue du rattachement dans trois hypothèses : une victoire allemande, une paix de compromis ou une victoire anglaise. Dans les deux premiers cas, l'intégration de la Wallonie ou, à défaut, des Wallons à la France ne paraît pas poser problème. Dans le troisième, l'imprimeur appelle Vichy à l'action préventive : pour éviter que la Belgique ne soit rétablie dans son intégrité d'hier et ne devienne terre d'influence britannique, il faut "travailler" la Wallonie dès que possible afin de pouvoir traiter avec Londres sur un scénario qui prévoirait "un État hollando-flamand, sous influence anglaise", et "un arrangement aux dépens du Congo" (cité p. 151-154). Maître consommé de l'opportunisme, Thone ne laisse rien au hasard, se propose comme propagandiste en excipant de services rendus et ne fait montre d'aucun état d'âme concernant le devenir de la France ou de la Wallonie en cas de victoire nazie définitive. Cependant, ses projets n'enthousiasment que modérément Vichy. Le maréchal Pétain est peu enclin à dépecer la Belgique et Laval, qui y était plus favorable, est écarté temporairement en décembre 1940. Certaines discussions franco-allemandes ont lieu au fil de l'année 1941 mais, au cours du second semestre, l'idée est clairement abandonnée et Pétain en personne le fait savoir à la presse belge censurée.

Pour l'essentiel, cette histoire était connue, et depuis longtemps. Il est donc difficile d'approuver le sous-titre volontairement provocateur choisi par Hervé Hasquin : *Une histoire d'Omerta*. Il n'y eut pas de "pesante loi du silence", pas de "chape de plomb" (p. 123), pas de conspiration mafieuse autour de "l'affaire Thone", ni



• Le maréchal Pétain salue une foule enthousiaste pendant une visite à Épinal en 1944.
(Photo CEGES)

dans l'immédiat après-guerre, ni dans l'historiographie récente. On concèdera tout au plus un relatif oubli entre le milieu des années 50, époque où s'estompent les brûlures de la guerre, et le milieu des années 80, ère de commémoration et d'un intérêt neuf pour l'histoire du Mouvement wallon. Quoi qu'en dise Hasquin, il n'est plus question, depuis plusieurs années, de simples "chuchote[ments]", de "bruits

convergens" (p. 11), ou de "lambeaux de preuves" (p. 134), pas plus qu'il n'est question de pouvoir ou non "trancher le débat" (p. 12) car celui-ci l'a déjà été. Certes, les travaux de Marie-Françoise Gihousse, comme ceux de Philippe Destatte ou de Paul Delforge¹¹, tous trois liés à l'institut Jules Destrée, sont singulièrement évasifs voire partiels¹², mais Alain Colignon et Francis Balace¹³, d'une part, Jan Velaers

11 MARIE-FRANÇOISE GIHOUSSE, *Mouvements wallons de résistance. Mai 1940-septembre 1944*, Charleroi, IJD, 1984, p. 50-55; PHILIPPE DESTATTE, *L'identité wallonne...*, p. 201-202; PAUL DELFORGE, "Georges Thone", in PAUL DELFORGE, PHILIPPE DESTATTE & MICHELINE LIBON (dir.), *Encyclopédie du Mouvement wallon*, Charleroi, IJD, t. 3, 2000-2001, p. 1.528-1.530.

12 Philippe Destatte est ambigu : il connaît, de toute évidence, le contenu du 'rapport Thone' de 1941 puisqu'il cite les références (et rien que les références...) d'articles de presse d'après-guerre qui en publient de larges extraits, mais il note pourtant : "l'attitude de ces exilés est clairement anti-allemande et opposée à la politique collaborationniste française" (PHILIPPE DESTATTE, *L'identité wallonne...*, p. 201-202).

13 FRANCIS BALACE & ALAIN COLIGNON, "Quelle Belgique dans l'Europe allemande ?", in *Jours de doute* (Jours de guerre, 10), Bruxelles, Crédit communal, 1994, p. 34-40. À la décharge d'Hasquin, la série Jours de guerre, destinée au grand public, ne proposait pas d'apparat critique.

et Herman Van Goethem¹⁴, de l'autre, se sont penchés sur le texte même du fameux 'rapport Thone' et sur son retentissement, tant en Belgique occupée qu'auprès des ministres belges réfugiés en France et à Londres. Or, Hasquin réduit les sources des premiers à la seule presse censurée et ne mentionne pas les apports des seconds (p. 11).

Par ailleurs, il est inexact d'écrire que "l'après-guerre est limpide" (p. 10), comme si Thone n'avait jamais été inquiété pour ses activités niçoises. En 1972, ses notices nécrologiques seront peut-être unanimement élogieuses (p. 11), mais il n'en reste pas moins que la décennie 1944-1954 fut loin d'être de tout repos pour cet "insubmersible"¹⁵ imprimeur, jouissant d'une incroyable capacité de non-réaction et disposant toujours d'amis fidèles et haut placés. Hasquin explique le prétendu silence fait autour de Thone après guerre par le fait qu'il "tenait" certains journalistes ayant émargé, grâce à lui, au Secours national. Il cite plusieurs noms, dont ceux d'Anthony Vienne et de Louis Piérard, collaborateurs de journaux socialistes, et ceux d'Olympe Gilbert, René Dupriez et Edward Ewbank, liés respectivement à *La Meuse*, à *La Nouvelle Gazette* et à *Pourquoi Pas ?*, trois organes de tendance libérale. L'argument est spécieux : que le silence de ces hommes ait été acheté ou non, c'est de l'autre bord, de la droite unitariste, que les attaques auraient dû venir et sont

venues. Il est donc bien sévère de dénoncer leur "silence complice" comme cause d'une supposée omerta puisqu'en l'occurrence, nombre d'adversaires politiques s'employaient vigoureusement à empêcher que l'oubli ne s'installe.

Nous avons détaillé ailleurs les multiples rebondissements de 'l'affaire Thone' entre 1944 et 1945¹⁶. Nous nous limiterons donc ici à l'essentiel. Dès 1945, les services de renseignements belges et l'ambassade britannique à Bruxelles évoquent dans leurs rapports l'épisode vichyste de l'imprimeur. Par journaux interposés, le sénateur catholique Pierre Nothomb et le directeur du wallingant *Gaulois*, François Simon, polémiquent sur ce point sans toutefois citer encore le nom de Thone. Mais, à la tribune de la Chambre, le 25 juillet puis les 7 et 8 novembre 1945, l'ancien ministre catholique Charles d'Aspremont Lynden, qui tient l'affaire à l'œil depuis ses origines, va droit au but : se heurtant de front au député socialiste liégeois François Van Belle, président du directoire de Wallonie libre, il met en cause l'imprimeur et cite son rapport de 1941. 'L'affaire Thone' préoccupe alors le gouvernement belge, le Quai d'Orsay mais aussi l'Auditorat militaire. Toutefois, celui-ci classe le dossier sans suite fin novembre 1945. "La presse de la Libération aurait pu être un véhicule d'indiscrétions", écrit Hervé Hasquin (p. 125). Mais elle l'a été ! En 1945, deux journaux catholiques locaux au moins font

14 JAN VELAERS & HERMAN VAN GOETHEM, *Leopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tielt, Lannoo, 1994, p. 533 et sv., 624 et sv.

15 Ce qualificatif on ne peut plus pertinent est employé par Etienne Verhoeyen dans "Au service de la France", in *Jours mêlés* (Jours de guerre, 11-13), Bruxelles, Crédit communal, 1997, p. 183.

16 CATHERINE LANNÉAU, "L'affaire Thone : une 'Omerta' bien bavarde", in *Bulletin de la société royale "Le Vieux Liège"*, Liège, n° 18 (14^e année), 4-6.2004, p. 535-551.

leur ‘une’ sur le ‘rapport Thone’, *La Gazette de Liège* (3.8 et 18.9.1945) et *Le Courrier de l’Escaut* (25.10.1945). En janvier 1947, Jo Gérard relance le débat dans l’hebdomadaire *Vrai* (11.1.1947). Il sera relayé par plusieurs organes flamands de droite, trop heureux de pouvoir trouver en Wallonie un exemple de cet incivismisme que l’on reproche tant aux flamingants. En séance et par écrit, le député anversois Kiebooms interpelle le gouvernement, qui en discute en Conseil des ministres et interroge la justice sur l’opportunité de rouvrir le dossier. Kiebooms et son collègue De Boodt auront beau s’époumoner au cours de l’année 1948, l’affaire restera classée.

En 1949-1950, dans le contexte du dénouement de la Question royale, le serpent de mer refait surface, sous la plume de Jacques Pirenne : le ‘rapport Thone’ est publié dans le *Recueil de documents établi par le Secrétariat du Roi* (annexe 135, p. 350-360) et évoqué dans *L’attitude du roi Léopold III de 1936 à la Libération* (Paris, Albin Michel, 1949, p. 176). Quelques jours après la consultation populaire, Jo Gérard s’en repaît de nouveau dans *Europe-Amérique* (13.4.1950). Le Mouvement wallon, lui, lâche l’imprimeur : dans *La Wallonie libre*, Arille Carlier fait de Thone un électron libre (3.1950) tandis que, dans *Le Gaulois*, Jacques Pohl, résistant irréprochable, le condamne fermement (“Il y a des défaillances qui ne méritent pas l’indulgence”, 29.4.1950). Une fois la Question royale

résolue, l’affaire se tasse mais n’est pas oubliée pour autant. Ainsi, en avril 1954, lors de la défaite électorale du PSC et de la formation d’un gouvernement laïque, *La Libre Belgique* semble mettre en garde la nouvelle majorité : qu’elle soit trop sensible aux griefs wallons et le passé resurgira ! Le ‘rapport Thone’ fait alors l’objet d’un nouvel article vengeur (27.4.1954). Or, 1954 est l’année où Thone devient président du Grand Liège. On ne peut donc que sourire en lisant le récent communiqué de l’organisme, publié en réaction à la parution de l’ouvrage d’Hasquin. L’imprimeur n’aurait pu alors être élu, s’insurge son comité exécutif, “si les faits avaient été connus, à supposer – ce qui est improbable – qu’il ait été candidat dans ces conditions”¹⁷. En réalité, les faits étaient connus, mais la polémique s’était essouffée.

Néanmoins et nonobstant cette fausse omerta, le livre d’Hervé Hasquin, qui eût gagné à bénéficier d’une relecture supplémentaire¹⁸, offre des précisions intéressantes et inédites sur les contacts entretenus par le Mouvement wallon avec l’État français. Il montre clairement que les liens de Thone avec Vichy ont subsisté très tard, jusqu’en 1943, soit après l’invasion de la zone libre; il prouve aussi que l’imprimeur n’hésitait pas à fournir à Sarrien la copie des lettres que lui envoyait un Georges Truffaut de plus en plus gaulliste¹⁹; il révèle enfin que les militants wallons de

17 *Georges Thone – Communiqué du Grand Liège*, en ligne sur <http://www.legrandliege.be/actualité4.htm>.

18 Certaines coquilles chronologiques ou onomastiques parasitent en effet le texte : armistice franco-allemand situé en juin 1941 (p. 57), cabinet Darlan placé en février 1940 (p. 61, note 108), Arille Carlier devenu erronément Achille (p. 186), etc.

19 Dans le courrier des lecteurs du *Vif / L’Express* (19-25.3.2004), la fille de Georges Truffaut, prénommée France pour d’évidentes raisons sentimentales, refusera pourtant de remuer le passé et de condamner feu Georges Thone au nom de son père défunt.

Belgique ont été tenus au courant des activités de Thone et qu'ils ont contribué à son œuvre de renseignement en faveur de Vichy. Si, après guerre, les responsables de Wallonie libre nieront ce lien et s'il est vrai qu'ils ont toujours refusé de faire paraître dans leur presse clandestine les articles très vichysants proposés par Thone et ses "réfugiés" (chapitre 12 du livre, p. 83-94), il n'en reste pas moins qu'ils ont, jusqu'en 1942, ménagé la chèvre et le chou, Vichy et de Gaulle.

Hervé Hasquin leur reproche lourdement cette hésitation, cette volonté de faire feu de tout bois pour obtenir un soutien français à leurs velléités rattachistes. Le fait est, il est vrai, pour le moins dérangeant dans la mesure où le Mouvement wallon va, à la Libération, se construire une légitimité et une identité dans un gaullisme exclusif et de la première heure. Néanmoins, une mise en perspective s'impose. D'une part, il s'agit de ne pas tomber dans le piège du 'mythe' façonné par le général de Gaulle

et son gouvernement en 1944-1945, celui d'une France résistante et anti-vichyste dès juin 1940 et, par conséquent, d'un État français diabolisé et marginalisé dès son avènement. Nombre d'études ont montré que l'évolution de l'opinion publique française à son égard fut progressive²⁰. En Belgique francophone, si le régime de Vichy – avec lequel le gouvernement belge de Londres conserva des contacts pendant plusieurs mois²¹ – n'eut jamais réellement bonne presse²², plusieurs historiens ont bien dû reconnaître que la personne même du général de Gaulle était restée relativement mal connue durant le conflit et qu'elle s'était avérée peu présente dans la presse clandestine, les organes wallingants lui réservant la place la plus avantageuse²³. D'autre part, quel rôle psychologique a pu jouer le choix – ou le non-choix – du consul Fernand Sarrien, proche ami des militants wallons de Liège, qui resta en poste au Ministère sous Vichy, ce qui ne l'empêcha pas d'être reconnu comme résistant à la Libération par la commission

20 Voir notamment HENRI ROUSSO, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, 2^e éd., Paris, Seuil, 1990; PIERRE LABORIE, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990 et MICHÈLE COINTET, *Pétain et les Français 1940-1951*, Paris, Perrin, 2002.

21 ANNE-LAURE ROUDAUT, "Le gouvernement belge de Londres et de Gaulle", in *Jours de Londres* (Jours de guerre, 16-18), Bruxelles, Dexia, 2000, p. 55-77 et FRANÇOISE-MARIE PEEMANS, "Le gouvernement belge de Londres, de Gaulle et le CFLN", in *De Gaulle, la Belgique et la France libre* (Journée d'étude, 20.6.1990), Bruxelles, CREHSGM, 1991, p. 21-29.

22 Voir, à gauche, le journal de CHARLES GHEUDE, *Nos années terribles. 2^e série 1939-1945*, Bruxelles, Bruylant, 1946-1949, 3 vol. et, à droite, les écrits de PAUL STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande. Documents pour servir à l'histoire de l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, éd. Lumière, 1945 (rééd. préfacée et annotée par José Gotovitch dans *La Belgique sous l'Occupation allemande (1940-1944)*, Bruxelles, Complexe/CEGES, 2002) et *Journal de guerre 1940-1945*, présenté par Thierry Grosbois, Bruxelles, Racine, 2004.

23 ROBERT DEMOULIN, "Charles de Gaulle et la presse clandestine liégeoise du 18 juin 1940 à la Libération", in *Études gaulliennes. Cahiers des Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes*, actes du colloque international de Liège, 29-30.5.1982, Paris, n° 42 (14^e année), 2.1984, p. 55-66 et CHANTAL KESTELOOT, "Présence et absence. De Gaulle et la résistance en Belgique francophone (1940-1944)", in *De Gaulle, la Belgique...*, p. 9-20.

d'épuration du Quai d'Orsay? Enfin, dans l'esprit des wallingants de 1940-1943, ce général de Gaulle qui, de Londres, donne toutes les assurances concernant son attachement à l'unité de la Belgique, qui apporte son soutien au roi Léopold et qui semble s'inscrire dans le sillage britannique, ne peut que susciter la prudence, voire la défiance. Indénia-

blement, les chefs du Mouvement wallon sont, alors, moins gaullistes que leur base existante ou potentielle. L'atmosphère sera toute différente en 1944-1945, lorsque de Gaulle, ses proches et, surtout, ses services de renseignements soutiendront ou affecteront de soutenir les wallingants par opportunité stratégique : amener à la France des alliés pour sa politique de

quincailleur
Ravit de Moud
Prami la Courte

Troisième année : N° 19

Le numéro : 35 centimes

Dimanche 10 mai 1936



LA WALLONIE NOUVELLE

Pour une Wallonie
unie et libre

ORGANE HEBDOMADAIRE D'ACTION WALLONNE

Pour la solidarité
franco-wallonne

Rédacteur en chef : Arille CARLIER, rue de Bruxelles, 36, DAMPREMY. — Administration, Publicité et Abonnements : (voir 2^e page, 1^{re} colonne).

L'IGNOBLE MASCARADE REXISTE

REX FRANÇAIS INSULTE LA FRANCE

Avec l'argent d'une entreprise anti-française,
Degrelle fonde un quotidien!

Wallons, méfiez-vous !

- Prise de position politique pro-française dans l'édition du 10 mai 1936 de *La Wallonie nouvelle*, le journal du wallingant Arille Carlier (1887-1963), un des champions de l'autonomie wallonne.

présence sur le Rhin et de démembrement de l'Allemagne²⁴. Qu'on nous comprenne bien : il n'est pas question ici de défendre ou de condamner Thone et ses contacts en Belgique occupée mais d'apporter des éléments utiles à l'appréhension de leur cheminement idéologique.

En effet, il est indéniable qu'entre 1943 et 1944, l'imprimeur lui-même, revenu de Nice à Paris, s'est rapproché des gaullistes, hier objet de son dédain sinon de sa hargne. Il aurait d'ailleurs été intéressant de pousser plus avant les recherches et d'analyser les ressorts de cette évolution car on sait peu de choses de Thone durant cette année cruciale. Selon Paul Delforge, il aurait tenté de créer à Paris une Agence wallonne d'information et aurait servi de liaison entre certains résistants et le Comité français de libération nationale, futur gouvernement provisoire de la République française²⁵. Il est certain, en tout cas, qu'il a tissé alors des liens d'amitié et de confiance dans les milieux résistants démocrates-chrétiens, viviers du futur Mouvement républicain populaire (MRP)²⁶. Usant de sa traditionnelle habileté, Thone a donc su rebondir avec succès. Il y parviendra encore par la suite, une fois de retour à

Liège, visant toujours le même but, celui-là même qu'un autre militant wallon, André Schreurs, exprimera avec fougue en octobre 1946 : "(...) je ne serai jamais aussi véritablement heureux que le jour où je verrai le drapeau tricolore, le seul, le vrai, le BLEU BLANC ROUGE, flotter sur les clocher [*sic*] de Liège et au balcon du vieux Palais des princes-évêques. LIÈGE capitale, disent certains ? Je donnerais toutes les capitales du monde pour pouvoir dire un jour : Liège préfecture"²⁷. Paris a toujours bien valu une messe, mais pour Thone c'était une messe basse... dont l'écho dormait au fond d'une valise.

* Assistante à l'Université de Liège

24 Voir FRANCIS BALACE, "Un congrès sous haute surveillance", in *Le congrès national wallon de 1945*, Actes du colloque scientifique international tenu à Liège les lundi 21 et mardi 22 octobre 1996, publiés par la *La Vie wallonne. Revue trimestrielle illustrée*, Liège, t. 71, nouvelle série n° 437-440, 1997, p. 156-211.

25 PAUL DELFORGE, "Georges Thone", in *Encyclopédie du Mouvement wallon...*, t. 3, p. 1.529.

26 Dans une lettre du 6 février 1945 adressée à l'écrivain Charles Plisnier, rattachiste convaincu et collaborateur à *L'Aube*, journal parisien du MRP, Thone rappelle qu'il compte lui-même plusieurs amis dans la rédaction comme Francisque Gay, Émile Coornaert ou Louis Terrenoire qui "connaissent tous le problème wallon" [de Thone à Plisnier, 6.2.1945 (Fonds d'histoire du Mouvement wallon, *Fonds Georges Thone*, F0036, n° 7523)].

27 Jeune Wallonie, brouillon du discours d'André Schreurs pour les états généraux de Wallonie libre, 27.10.1946 (Fonds d'histoire du Mouvement wallon, *Fonds André Schreurs*, F0047/1).